

Vos questions / nos réponses

Dépistage du cannabis en entreprise

Par [Profil supprimé](#) Postée le 31/03/2016 09:35

Bonjour,

Les entreprises ont-elles le droit de mettre en place un dépistage du cannabis ?

Si oui, quelles seraient la procédure à respecter ?

Qui peut faire passer le test ? (uniquement le médecin du travail ?)

Dans votre rubrique "le dépistage des drogues", le dépistage routier est très bien documenté. Vous citez le dépistage en entreprise, sans le détailler, c'est pourquoi je vous interroge aujourd'hui.

Merci de votre réponse.

Mise en ligne le 01/04/2016

Bonjour,

En principe il n'y a aucune disposition spécifique dans le Code du travail relative à l'usage de stupéfiants. L'exception à ce principe est que le code du travail autorise la pratique de tests de dépistage que ce soit au moment de l'embauche ou lorsque la personne est déjà salariée pour les postes dits à risques et à responsabilités : **L 1121-1 Code du travail : « Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché. »**

L'employeur est tenu cependant de respecter les règles d'information individuelle envers les personnes concernées: la nature et l'objet du dépistage ainsi que les conséquences d'un résultat positif doivent être expliqués au préalable.

Le règlement intérieur pourra prévoir ce qu'il est interdit de faire dans l'entreprise, les sanctions dont seront assortis les comportements contrevenant à ces interdictions, ainsi que les modes de preuves qui pourront être utilisés pour établir les faits reprochés. L'employeur dispose donc du règlement intérieur pour imposer des tests de dépistage.

Dans l'exercice de ses fonctions, le médecin du travail peut, aux frais de l'employeur, réaliser ou faire réaliser des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses. Il peut également faire procéder à des analyses

ou mesures qu'il estime nécessaires par un organisme accrédité ou par un organisme agréé choisi sur une liste établie par le ministre chargé du travail (**Article R4624-7 du Code du Travail.**

Bien cordialement.
